

## *Section IV: Perspectives Nationales et Possibilités de Gestion Trinationale*

### Vue d'Ensemble de la Section

Rebecca Hardin, Heather E. Eves, Stephanie Rupp  
Université de Yale

Auteurs Mewondo Mengang et Ngatoua tracent l'histoire des zones protégées de puis l'ère coloniale où chaque territoire avait ses propres Réserves de chasse et de tourisme. Les auteurs signalent que ces rapports historiques orientent actuellement les rapports des usages de ressources naturelles aux niveaux local, régional et national. Mais auteur J. M. Fay insiste aussi sur la faisabilité et sur la pertinence de nouvelles approches de gestion dans cette ère moderne. Il pense aussi bien en termes des rapports entre les états, qu'en termes d'approches financières requises pour assurer que la conservation continue.

En effet, chacun de ces pays se heurte à l'émergence de modèles qui touchent à des approches écologiques à la gestion des ressources et à la décentralisation de l'administration des ressources naturelles. L'influence des ONG internationales et des communautés locales et régionales a été importante dans la médiation des réponses à ces défis. Tout de même, les auteurs Africains représenté ont exprimé leur désir ardent d'améliorer les voies d'accès à l'expertise intellectuelle et scientifique pour ce qui concerne l'analyse des éléments écologiques et sociales affectant la gestion des ressources naturelles.

Notre mandat d'arriver à une conclusion efficace sociaux dans le volume était donc double: d'une part, revoir les éléments complexes qui affectent actuellement la région du fleuve Sangha; d'autre part, évaluer une variété d'approches théoriques à l'analyse de l'évolution de la région. Quant au premier, le Professeur William Ascher puise dans les données empiriques fournies tout au long de la conférence et situe l'usage des ressources de la région du fleuve Sangha dans le contexte des rapports entretenus par divers agents et diverses institutions, dans une optique des sciences des politiques (ou «Policy Sciences»). Cette optique fournit un point de départ pour la discussion finale entre tous les participants de la conférence.

NOTE DES ÉDITRICES: La proposition originelle était de présenter une séance plénière qui comprendrait des exposés sur la politique de la conservation et des ressources naturelles au Cameroun, en République Centrafricaine et au Congo, respectivement. Malheureusement, de grands troubles au Congo ont précédé cette conférence et ont fait que le représentant que nous avions invité ne pouvait point y assister. Le conservateur J. Michael Fay, cependant, a travaillé au Congo depuis dix ans, et a été un catalyseur dans l'établissement du Projet de Conservation des Forêts Congolaises dans ce pays. Son exposé, qu'on a entendu pendant la séance finale de la conférence, sert alors de complément opportun aux perspectives nationales des gouvernements du Cameroun (M. Mewondo Mengang) et de République Centrafricaine (M. Ngatoua) présentées pendant la séance plénière.

Les questions suivantes formaient le cadre de la discussion finale:

- Selon les sessions qu'on a entendues jusqu'à présent sur l'histoire, sur les formes de savoir, et sur les approches à la conservation, quelles lacunes percevons-nous dans les bases de savoir, dans les institutions internationales et dans les capacités nationales?
- Quelle est la façon la plus efficace de négocier et de maintenir les rapports futurs de l'usage trinational des ressources naturelles en tant que systèmes producteurs?

Afin de mieux encadrer les présentations et les discussions transcrites ci-dessous, nous présentons les questions et les observations suivantes, extraites de leurs discussions originelles. La plupart des remarques ont été faites par des professeurs de l'Université de Yale qui assistaient à la conférence et qui servaient de commentateurs, présentateurs ou observateurs des discussions pendant la conférence. Quelques-unes proviennent des participants officiels venus de l'extérieur de la communauté de Yale. Elles nous semblent résumer, dans leur ensemble, les questions initiales aussi bien que les conclusions finales des sections:

- En tant que représentants des organismes et chercheurs en sciences naturelles et sociales, partageons-nous vraiment un objectif commun de conservation? Sommes-nous d'accord sur le niveau acceptable de la dégradation écologique? (P. Elkan, l'Université de Minnesota).
- En quelle mesure est-ce que les conflits politiques/armés dans cette région sont des «histoires africaines» et non pas des intérêts des sociétés multinationales ou des géopolitiques du «monde développé»? S'ils sont bien des «histoires africaines», quelles sont ces histoires? Quelle est la façon complexe dont les agents extérieurs les affectent? Comment semble réagir le «nouvel homme africain» qui est actuellement au pouvoir aux changements politiques et à la planification environnementale et économique? (W. Foltz, Sciences Politiques, Université de Yale).
- Existents-ils des zones à l'intérieur de la région trinationale qui continueront *a priori* à attirer un afflux d'immigrés (et qui auront alors toutes les chances d'être les cibles des programmes de développement et d'éducation)? Est-il probable que les zones qui n'attireront pas tant de gens deviennent des zones protégées centrales? (A. Noss, WCS; R. Ruggiero, Service de Pêche et de Faune des États-Unis)

- Étant donné les caractéristiques des états de l'Afrique centrale, qui sont appauvris et n'ont connu la décentralisation que très récemment, et étant donné les grandes distances qui séparent les villes capitales de cette région, que peut-on raisonnablement attendre des gouvernements, quant à la définition et quant au contrôle des pratiques d'usage durable et de la préservation? (V. Ferrer, Banque Mondiale)
- Quels sont les alternatives aux ressources gouvernementales qui sont, il va sans le dire, bien éparées? Quel rôle pourrait jouer le secteur privé et/ou les fonds en fidéicommis («trust fund»)? (A. Blom, WWF Dzanga-Sangha).
- Quels sont les bénéfices ou les risques politiques créés par les agents externes qui investissent en profondeur dans des régions frontalières plus ou moins autonomes? (E. Kreike, Histoire de l'Environnement, Université de Princeton)
- Quel genre de critères institutionnels serait requis pour établir la zone trinationale, étant donné l'histoire de la région? (F. Swartzendruber, USAID/CARPE)
- Je dirai que la cocaïne constitue l'équivalent péruvien du «gibier» que vous évoquez tous. On lève une guerre sévère contre cette drogue et on crée des programmes qui ne marchent pas pour l'abolir. Peu importe le nombre de séminaires et d'opinions publiques; ce problème resurgira inlassablement sous différentes façades. Alors où se situe le vrai problème? C'est celui de savoir la façon dont on doit réduire la consommation aux niveaux global, national et local. Qui va dire à qui comment réduire la consommation? A mon avis il y existe trois réponses possibles: 1) convaincre les gens de cesser leur consommation de leur propre gré, avec ou sans des substituts; 2) rendre la consommation tellement chère que les gens choisiront des substituts ou cesseront de consommer; 3) interdire la consommation au niveau politique. Chacune des trois approches provoque des réponses. Si vous mettez une barrière et un garde, vous aurez par la suite un braconnier et un garde corruptible. Si vous augmentez le prix de quelque chose, vous créez des moyens alternatifs de le procurer. Peut-être existe-t-il des façons mélangées d'y arriver. En Amérique latine, l'établissement des parcs avec des zones-tampons est nouveau. Je suis sûr qu'on pourrait beaucoup apprendre de votre expérience en Afrique. (E. Mayer, Anthropologie, Université de Yale).

- Il semble qu'on ait vraiment besoin d'un corps dynamique et neutre pour évaluer l'impact de la politique des systèmes sociaux et naturels dans la région; ce qui ne veut pas forcément dire qu'on soutiendrait les actions spécifiques des politiques, mais qu'on les analyserait d'un œil critique, dans l'optique des contextes historiques et selon plusieurs perspectives scientifiques. (J. Scott, Programme d'Études Agraires, Université de Yale)
- Il semble que les ONGs internationales aient connu un degré remarquable d'influence ici, par rapport aux contextes asiatiques que je connais. Cela me mène à poser des questions sur la nature de la société dans cette région et dans ces pays, et de sonder le rôle qu'elle pourrait jouer dans l'élaboration de l'ensemble des pratiques au niveau régional. (M. Ashton, Faculté Forestière et des Études de l'Environnement, Université de Yale)
- On ne voudrait pas perdre de vue la recherche scientifique de très haute qualité qui se fait dans cette région. Le réseau pourrait fournir un forum d'évaluation aux spécialistes. L'avantage de maintenir un lien intime avec l'arène intellectuelle est la flexibilité qu'offre la pensée innovatrice de ces problèmes, qui se fait au-delà des contraintes des cadres institutionnels, légaux ou politiques. (A. Agrawal, Sciences Politiques, Université de Yale)
- N'est-il pas vrai que n'importe quel réseau de recherches et de débats futurs qui aborderont ces problèmes devra prendre en compte les gens qui travaillent sur ou dans le Gabon? (S. Lahm, Institut de Recherches sur l'Écologie Tropicale, Gabon)
- Si le savoir local ou «indigène» pertinent se transmet à travers des pratiques comme la musique, la danse et d'autres rites ou actes quotidiens, comment est-ce que les gérants et les scientifiques pourraient mieux le comprendre? (M. Kisliuk, Études des Arts Performatifs, Université de Virginie)
- Le nombre de gens réunis à cette conférence facilite la discussion d'une grande variété de problèmes. Ce qui sera important, au fur et à mesure que le réseau évolue, ce sera d'avoir des réunions plus petites où des questions précises pourront être abordées, avec une attention réelle prêtée aux progrès. Au cours de mon expérience des problèmes trinationaux en Amérique latine, nous avons trouvé que ces deux approches sont nécessaires. (P. Pessar, Centre pour l'Étude de la Migration Globale, Université de Yale)

- Comment est-ce que la région du fleuve Sangha pourrait fournir une occasion unique aux programmes académiques de mener des recherches innovatrices et de former des générations d'intellectuels à venir? (J. Bryan, Institut des Ressources Tropicales, Université de Yale)

Ces questions ne forment que l'échantillon de nombreuses questions posées pendant les trois jours de cette réunion, dont la plupart ont paru dans nos sessions de discussions transcrites. Beaucoup demandent encore des réponses. Elles illustrent l'interrogation soigneuse et le débat fructueux qui a caractérisé les réunions de ce réseau, et servent d'exemple à la façon dont la pensée à travers les domaines académiques et appliqués peut se faire. Comme nous l'avait averti Alison Richard dans ses remarques dans la préface, beaucoup de problèmes qui ont été soulevés sont contentieux. Nous qui avons instigué cette conférence sommes ravies de savoir que les voies de communication sont ouvertes et qu'elles deviennent de plus en plus organisées.

Rebecca Hardin, Heather E. Eves et Stephanie Rupp, sont, toutes les trois, doctorantes à l'Université de Yale. Pour plus de renseignements, veuillez consulter leurs biographies, à la fin des «Vues d'Ensemble» des Sections I, III et II respectivement.